

Cinq chantiers majeurs pour le XXI^e siècle

À propos des travaux du Panel international sur le progrès social

PAR MARC FLEURBAEY ET MARIE-LAURE SALLES-DJELIC ¹

Il y a cinq ans s'est constitué, sous le parrainage d'Amartya Sen, un collectif de 300 chercheurs en sciences sociales issus du monde entier, le PIPS, Panel international sur le progrès social, visant à développer des solutions pluridisciplinaires et non partisans pour répondre aux enjeux majeurs auxquels doivent aujourd'hui faire face nos sociétés. Marc Fleurbaey et Marie-Laure Salles-Djelic, qui font partie de ce collectif et ont activement participé à la publication de ses premières réflexions et préconisations, présentent dans ce forum la vision des perspectives de progrès social pour le XXI^e siècle qui ont été identifiées par le PIPS.

Ils décrivent les principales réformes institutionnelles qui leur paraissent les plus prometteuses pour faire face aux défis actuels, ciblant cinq chantiers majeurs : 1) dépasser les idéologies du XX^e siècle ; 2) réformer l'économie de marché pour la remettre au service de l'être humain ; 3) transformer l'entreprise pour en faire un vecteur de progrès plutôt que d'extraction et d'exploitation ; 4) réformer l'État pour dépasser sa fonction protectrice et le mettre au service de l'émancipation de chacun ; 5) réformer la vie politique pour approfondir la démocratie. Et pour mener à bien ces chantiers, ils identifient un certain nombre d'acteurs moteurs du progrès social. S.D. ■

L'humanité et la planète qui l'héberge se trouvent à la croisée des chemins. Des tendances opposées s'entrecroisent, qui peuvent à la fois laisser espérer le meilleur et faire craindre le pire. Le niveau de vie moyen a considérablement augmenté, pour atteindre, au niveau mondial,

1. Respectivement professeur d'économie à l'université de Princeton ; et professeur des universités au Centre de sociologie des organisations de Sciences Po Paris.

plus de 15 000 euros par habitant et par an ; la pauvreté extrême (moins de 1,90 dollars US par jour) a diminué considérablement, passant de 1,85 milliard à 736 millions de personnes entre 1990 et 2015 (ce qui, en proportion de la population, correspond à une division par 3,6 du taux de pauvreté) ; le nombre de démocraties dans le monde a doublé depuis 1990 et approche de la centaine (couvrant à peu près la moitié de la population) ; le problème des pluies acides et celui de la couche d'ozone sont sous contrôle.

Mais en contrepoint de ces éléments positifs, on trouve une longue liste noire. L'instabilité financière est toujours une réalité et la prochaine crise sera grave car de nombreux États se sont endettés pour faire face à la précédente ; la concentration des richesses atteint des sommets dans de nombreux pays, avec toutes les conséquences socio-économiques et politiques qu'elle engendre ; le nombre de pauvres en Afrique ne recule pas alors que la population de ce continent devrait doubler d'ici 2050, pour dépasser l'Inde et la Chine réunies en 2060 ; la démocratie chancelle dans de nombreux pays, sous la pression du nationalisme et du populisme qui se nourrissent des bouleversements socio-économiques de ces dernières années ; la crise climatique n'est pas traitée avec l'urgence qu'elle mérite, et la biodiversité s'effondre dans une indifférence assez perturbante.

Le rapport du Panel international sur le progrès social (PIPS) résume la situation ainsi : « l'humanité est au sommet de ses possibilités, mais fait face à un précipice ² ». La gravité de l'heure ne doit pas être sous-estimée. L'enchaînement de cercles vicieux entre chocs économiques, conflits sociaux, crises politiques et dégradations environnementales peut déboucher sur des conflits majeurs mettant en jeu des moyens de destruction inégaux. Pour éviter de tels enchaînements néfastes, nous défendons, dans notre *Manifeste* ³, la nécessité de s'attaquer simultanément aux menaces qui pèsent sur la cohésion sociale, sur la liberté et la démocratie, ainsi que sur l'écosystème. Équité, démocratie et écologie doivent être les objectifs du siècle, et échouer sur un de ces fronts ne peut que garantir l'échec sur les deux autres.

S'il faut saluer les Objectifs de développement durable ratifiés par la plupart des pays membres des Nations unies, ces ODD sont assez minimaux en matière de lutte contre les inégalités et de gouvernance démocratique, et nous pensons qu'une ambition plus forte en matière de réforme de nos institutions et de nos systèmes sociaux est indispensable. Cinq chantiers méritent d'être ouverts : 1) revoir notre logiciel conceptuel et dépasser les idéologies du XX^e siècle qui nous hantent encore ; 2) réformer l'économie de marché pour la remettre au service de l'être humain ; 3) transformer

2. PIPS, *Rethinking Society for the 21st Century: Vol. 1. Socio-economic Transformations*, Cambridge : Cambridge University Press, 2018, p. 11.

3. FLEURBAEY Marc (sous la dir. de), *Manifeste pour le progrès social*, Paris : La Découverte, 2019 (traduction de *A Manifesto for Social Progress: Ideas for a Better Society*, Cambridge : Cambridge University Press, 2018).

LE PANÉ

Créé en 2011, le Panel international sur le progrès social (PIPS) a pour mission de contribuer à l'évolution de la société dans le monde. Le rapport (IPSP, *International Panel on Social Progress*) a réuni des auteurs de renommée internationale. Il a publié son premier rapport sur les transformations sociales et les questions de société pour the



Site Internet : <https://www.pips-report.org/>

l'entreprise p...
d'exploitation...
le mettre au...
tique pour ap...
dans les pag...
acteurs du pr...

En finir a

Yuval Harari
siècle et étaie

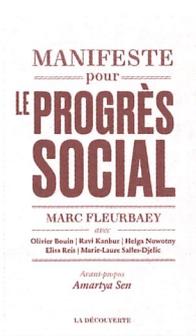
4. HARARI Yuval N...
Futuribles, n° 429

LE PANEL INTERNATIONAL SUR LE PROGRÈS SOCIAL (PIPS)

Créé en 2014, avec le parrainage d'Amartya Sen, par un groupe de chercheurs soucieux de faire contribuer les sciences sociales au débat public sur l'évolution des sociétés dans le monde, le PIPS (IPSP, *International Panel on Social Progress*, en anglais) a réuni près de 300 auteurs des cinq continents et de nombreuses disciplines. Il a publié son premier rapport en trois volumes couvrant les transformations socio-économiques, les questions de gouvernance et les questions culturelles (*Rethinking Society for the 21st Century*, Cambridge :

Cambridge University Press, 2018) ainsi

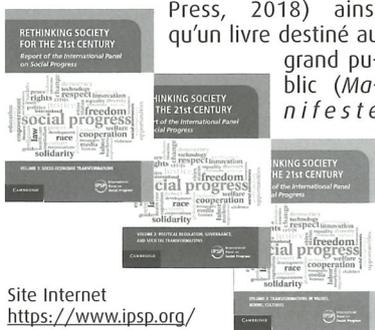
qu'un livre destiné au grand public (*Manifeste*



pour le progrès social, Paris : La Découverte, 2019). L'université de Princeton et le Collège d'études mondiales (FMSH, Fondation Maison des sciences de l'homme Paris) ont été les principaux soutiens académiques de l'initiative, avec de nombreux autres partenaires.

Le rapport couvre l'ensemble des questions sociales et offre une synthèse particulièrement utile pour les chercheurs, étudiants, enseignants, journalistes, experts et analystes s'intéressant aux tendances actuelles et aux perspectives pour les prochaines décennies. Chaque chapitre du rapport a été rédigé par une équipe ayant pour mission d'éclairer les problèmes actuels à la lumière de multiples disciplines et écoles de pensée, en faisant état des débats et désaccords entre approches. Non partisan, le PIPS a examiné la définition même du progrès social et s'est efforcé de faire des recommandations à la lumière des valeurs qui paraissent les plus pertinentes à notre époque.

M.F. et M.-L.S.-D.



Site Internet
<https://www.ipsp.org/>

l'entreprise pour en faire un vecteur de progrès plutôt que d'extraction et d'exploitation ; 4) réformer l'État pour dépasser sa fonction protectrice et le mettre au service de l'émancipation de chacun ; 5) réformer la vie politique pour approfondir la démocratie. Nous décrivons ces cinq chantiers dans les pages qui suivent, et nous finirons en identifiant les nouveaux acteurs du progrès social.

En finir avec les idéologies du XX^e siècle

Yuval Harari observe ⁴ que des trois idéologies qui ont marqué le XX^e siècle et étaient dominantes en 1938, à savoir le fascisme, le communisme

4. HARARI Yuval Noah, *21 Lessons for the 21st Century*, Londres : Jonathan Cape, 2018 (analysé in *Futuribles*, n° 429, mars-avril 2019, p. 123-124 [NDLR]).

et le libéralisme, en 1968 il n'en restait plus que deux, en 1998 il n'en restait plus qu'une, et en 2018, zéro. Ce constat est un peu trop optimiste. D'abord, le libéralisme est encore très présent dans de nombreux cercles de décision. Mais plus encore, nous sommes encore habités par des modes de pensée imprimés par le communisme et le libéralisme. Ces idéologies ont deux caractéristiques communes problématiques qui déforment notre manière d'appréhender le monde et de concevoir la réalité sociale. L'une comme l'autre se focalisent sur la propriété — pour la célébrer ou la condamner, peu importe — en y voyant la source de notre prospérité ou de notre misère. Or, la propriété n'est qu'un élément parmi d'autres de notre structure sociale, et des enjeux considérables se situent ailleurs, du côté de la répartition du pouvoir, du respect, de la dignité et de l'identité. Le communisme a cru réaliser une société égalitaire en expropriant, incapable de voir les structures de pouvoir et les écarts de statuts qu'il mettait en place. Aujourd'hui encore, les travaux sur les inégalités se focalisent sur la richesse économique, ce qui est très important au moment où elle se concentre au sommet de l'échelle sociale, mais l'observation des inégalités de pouvoir et de statuts reste balbutiante, malgré les mouvements de protestation qui manquent rarement de les mettre au premier plan, à côté des revendications économiques.

Une autre caractéristique problématique de notre bagage idéologique est que la pensée de la structure sociale tourne presque exclusivement autour du marché et de l'État, et le jeu de balance entre les deux suit, pour faire simple, le rapport de force entre la droite et la gauche. Oubliées, dans cette vision manichéenne, sont les institutions qui façonnent le quotidien des personnes, et même les façonnent tout court, à savoir l'entreprise, la famille et la société civile. Censées relever de la sphère privée, elles sont reléguées dans l'arrière-boutique des débats de société, alors que ce sont, à part entière, des institutions sociales, des collectivités, où la répartition des ressources, du pouvoir et des statuts se décide de façon essentielle. L'entreprise, la famille mais aussi le monde des associations et de l'engagement citoyen prennent une part considérable dans la formation des talents, dans les premières formes de solidarité, dans la distribution des charges et des honneurs.

Puisque le libéralisme est encore bien vivant, malgré une remise en cause qui devient de plus en plus décomplexée, rappelons ses limites. Le libéralisme est démuné pour penser les inégalités et les externalités. Il ne les voit que comme des scories, et non comme des conséquences, des composantes centrales d'une économie de marché. En ce qui concerne les inégalités, il peine à voir comment les inégalités de ressources et de pouvoir font système dans l'économie capitaliste, où le capital embauche et dirige le travail. Il peine aussi à voir comment ces inégalités sont fortement structurelles et cristallisées dans des systèmes de reproduction sociale, préférant les réduire à des caractères individuels tels que des niveaux d'effort ou de compétence différents. Qui plus est, le libéralisme

contempor
rence pour
actions, str
nomies ave
est très à l'
de facto la
le libéralism
transnation
la dragée H
pas comme
trée sur le c
lisation des

Réforme

Malgré s
munisme c
liberté. L'éc
non march
dèles d'éco
question de

En ce qu
contre les in
sable pour p
tégeant des
amont, la re
ticiper à la v
pour désign
éducatif et
une action a
concentric
réglemente
salaire mini
se renforcer

En ce qui
plus rapide
tation effica
entreprises
Les protesta
lets jaunes »
externalités
important é
générations
que les prix
ceux-ci, par

contemporain s'est éloigné d'un libéralisme de marché libre et de concurrence pour évoluer vers une forme néolibérale où les grandes sociétés par actions, structurées en oligopoles, dominent une grande partie de nos économies avec un poids politique inégalé. Ce néolibéralisme « *corporate* » est très à l'aise avec l'immense concentration de pouvoir et de richesse, et *de facto* la mise à mal du principe de concurrence qui était centrale dans le libéralisme classique. Les grands groupes privés mondiaux, puissants et transnationaux sont aujourd'hui aussi des acteurs politiques qui tiennent la dragée haute aux États. Quant aux externalités, le libéralisme ne saisit pas comment elles sont une composante essentielle de l'action privée centrée sur le gain matériel, et comment la privatisation des gains et la socialisation des coûts est une maladie congénitale de son modèle.

Réformer l'économie de marché

Malgré ses limites, le libéralisme a survécu plus longtemps que le communisme car il a reconnu la valeur, réelle, de la décentralisation et de la liberté. L'économie de marché est de fait notre horizon, même si les formes non marchandes de partage sont destinées à se développer, suivant les modèles d'économie collaborative. Mais il faut s'attaquer de front à la double question des inégalités et des externalités.

En ce qui concerne les inégalités, il faut combiner trois formes de lutte contre les inégalités. La redistribution des revenus reste un outil indispensable pour préserver les personnes de la pauvreté et créer un bouclier protégeant des fluctuations inévitables d'une économie marchande. Mais en amont, la redistribution des ressources et des chances permettant de participer à la vie économique (le terme de « pré-distribution » est en vogue pour désigner cette forme de redistribution) passe par l'investissement éducatif et l'action contre la transmission dynastique des fortunes. Enfin, une action au cœur même du marché est nécessaire, pour lutter contre la concentration des entreprises et rétablir un niveau de concurrence saine, réglementer les contrats pour garantir la dignité de chacun, et garantir un salaire minimum décent. Ces trois types d'action sont complémentaires et se renforcent mutuellement.

En ce qui concerne les externalités, il faut avancer de manière beaucoup plus rapide et systématique vers des formes de réglementation ou d'incitation efficaces et ayant un impact réel, pour forcer les agents économiques, entreprises et ménages, à internaliser les conséquences de leurs actions. Les protestations contre la taxe carbone, comme le mouvement des « gilets jaunes » en France, démontrent qu'il faut combiner la lutte contre les externalités avec le volet redistributif, pour éviter des effets pervers. Il est important également d'éduquer la population, mais aussi l'ensemble des générations de décideurs économiques et politiques de demain, au fait que les prix de marché ne reflètent pas la vraie valeur des produits lorsque ceux-ci, par leur processus de production, de transport ou de consumma-

tion, ont des effets qui ne sont pas pris en compte dans les transactions ordinaires.

Les externalités sociales ne sont pas moins importantes que les externalités environnementales. Les entreprises, en particulier, ont un rôle crucial dans la vie professionnelle et personnelle des travailleurs, et la façon dont les ressources humaines sont gérées peut engendrer des externalités positives ou négatives importantes sur les familles et les collectivités locales. L'installation d'une entreprise et la promesse associée de créer des emplois est souvent l'occasion de faire valoir les externalités positives des entreprises, et d'importantes subventions sont alors versées dans ce contexte — malheureusement souvent dans une compétition coûteuse entre collectivités locales. Mais les entreprises parviennent souvent à échapper aux conséquences négatives de leur mauvaise gestion du personnel, et il est urgent de développer des méthodes de contrôle, de régulation et d'incitation permettant de recadrer les mauvaises pratiques. Ces considérations motivent également la réforme de l'entreprise proposée ci-après.

Faire de l'entreprise un vecteur de progrès social

Depuis 1970, date de la publication d'un texte sur la responsabilité sociale de l'entreprise (RSE) par Milton Friedman dans le *New York Times Magazine*⁵, la doctrine de la maximisation de la valeur pour l'actionnaire s'est imposée comme mode dominant de gouvernance et de performance dans une large partie de nos économies et de nos sociétés. Non seulement l'actionnaire est devenu roi, mais l'avidité (*greed*) est devenue la valeur cardinale du monde des affaires (voire au-delà avec une diffusion profondément structurante dans d'autres sphères de nos sociétés). Cette inscription économique et sociale de l'avidité comme valeur cardinale a reçu le soutien intellectuel involontaire d'Adam Smith, dont l'allégorie de la « main invisible » a été surinterprétée afin de justifier une telle évolution. Avec une grande cohérence, la mission de l'entreprise, sa gouvernance et la mesure de son succès, les systèmes d'incitation et de mesure de performance se sont tous entièrement alignés sur l'intérêt financier de l'actionnaire. Les dirigeants des grandes entreprises ont réussi à préserver, et bien au-delà, leurs intérêts, en devenant eux-mêmes, par le truchement des *stock-options*, des actionnaires — ce qui leur permettait, selon la logique de la théorie de l'agence⁶, d'aligner leur propre intérêt (et rémunération) sur la création maximale de valeur pour l'actionnaire.

Cette évolution s'est combinée avec l'expansion mondiale des marchés et un relâchement de la politique antitrust pour aboutir à une situation où

5. FRIEDMAN Milton, « The Social Responsibility of Business Is to Increase Its Profits », *New York Times Magazine*, 13 septembre 1970.

6. La théorie de l'agence, développée par de nombreux économistes dont le prix Nobel Jean Tirole, étudie les incitations optimales permettant d'aligner les décisions d'un « agent » avec les intérêts d'un « principal ». Elle a de nombreuses applications en management, finance et assurance.

l'entreprise dominants d'entreprises laires, dégradation à mal des syndicats et profits de monopoles dirigeants d'entreprises marchés financiers évasion fiscale mais mécanisme d'extraction et une machine à

Les conséquences Concentration de richesses sur les recettes fiscales au marché du travail, dégradation de la France au travail, et des classes administratives dégradation de l'environnement climatique. L'histoire capture de la richesse très dépendant de la concentration des activités de développement. Face à des techniciens au service du profit habilement utilisés pour la gestion des inégalités sociales est menacée l'existence de régimes dans de nombreux

Autant l'entreprise puis la révolution industrielle doivent être révisés dans une réforme nous le proposons prise avec les intérêts de réorienter à la fin (le *reporting*) de l'entreprise pas à ses actionnaires pas les actifs de l'entreprise être pensée comme contributions diverses

7. MAZZUCATO Mariana, *The Power of Finance*, New York : Public Affairs, 2011.

8. KELLY Colm, « Reporting on the WaterhouseCoopers, 2011 », *economies-and-business*

l'entreprise domine le monde et où l'intérêt des actionnaires et des dirigeants d'entreprise prime sur toute autre considération. Stagnation des salaires, dégradation des conditions de travail, délocalisations brutales, mise à mal des syndicats de salariés et de leurs droits, augmentation des marges et profits de monopole, explosion des primes et retraites « chapeaux » des dirigeants d'entreprise, rachats d'actions et renversement des flux entre marchés financiers et entreprises, retraits du marché et dépeçages d'actifs, évasion fiscale massive : l'entreprise est devenue une « pompe à fric », un mécanisme d'extraction de valeur au détriment de la création de valeur⁷, et une machine à externaliser les coûts et à privatiser les bénéfices.

Les conséquences sur la société sont bien entendu catastrophiques. Concentration de richesse (et de pouvoir) au sommet de l'échelle, pression sur les recettes fiscales, endettement des ménages et participation accrue au marché du travail pour joindre les deux bouts, augmentation de la souffrance au travail, déclassement des cols bleus, mais aussi des cols blancs et des classes administratives moyennes, montée des rancœurs contre l'élite, dégradation de l'environnement et absence d'action contre le changement climatique. L'histoire des dernières décennies est celle d'une gigantesque capture de la richesse et du pouvoir, y compris le pouvoir politique devenu très dépendant des intérêts économiques, soit directement pour le financement des activités politiques, soit indirectement par le chantage à l'investissement. Face à la montée des frustrations et tensions sociales, les politiciens au service du monde économique ainsi que les purs démagogues font habilement usage des questions identitaires pour détourner l'attention des inégalités sociales et s'attirer le soutien d'électeurs dont le statut social est menacé. Cet enchaînement mortifère peut conduire à la résurgence de régimes brutaux et autoritaires, comme on le voit aujourd'hui dans de nombreux pays, y compris parmi les plus anciennes démocraties.

Autant l'entreprise a été le moteur du développement économique depuis la révolution industrielle, autant les dégâts collatéraux qu'elle a occasionnés doivent être non seulement mieux pris en compte mais internalisés dans une refonte de son logiciel. Comme l'écrit Colm Kelly⁸ et comme nous le proposons dans notre *Manifeste*, il est urgent de réaligner l'entreprise avec les intérêts de la société dans son ensemble, et cela suppose de réorienter à la fois la mission, la gouvernance et la mesure des résultats (le *reporting*) de l'entreprise. Il faut rappeler que l'entreprise n'appartient pas à ses actionnaires, qui ne possèdent que leurs parts de société et non pas les actifs de l'entreprise, et affirmer clairement que l'entreprise doit être pensée comme une communauté de membres apportant des contributions diverses (capital, travail, idées...), engageant leurs ressources

7. MAZUCATO Mariana, *The Value of Everything: Making and Taking in the Global Economy*, New York : Public Affairs, 2018.

8. KELLY Colm, « Repurposing Economies—and Businesses », *Creating Common Purpose*, PricewaterhouseCoopers, 2019. URL : <https://www.pwc.com/gx/en/issues/trust/assets/repurposing-economies-and-businesses-pwc.pdf>. Consulté le 30 juin 2019.

humaines et matérielles dans une prise de risque commune, et dont l'égalité de dignité de partenaires du projet commun doit être inscrite dans une structure démocratique de gouvernance. La mission de l'entreprise doit être élargie à la création de valeur pour l'ensemble des parties prenantes, et en outre tenir compte de la nécessaire internalisation des externalités sociales et environnementales qui émanent de son activité.

Logiquement, la gouvernance doit donc également donner voix et pouvoir à l'ensemble des membres de l'entreprise, et non pas seulement aux actionnaires et à leurs mandataires. La vision hiérarchique classique qui place les travailleurs dans un rôle de subordonnés est complètement obsolète et ne peut s'expliquer que comme un vestige des traditions esclavagistes, serviles et patriarcales. Les salariés ne sont certainement pas moins concernés par la stratégie de l'entreprise que l'actionnaire qui ne possède une action de cette entreprise bien souvent que pour une brève période. Le maintien de structures hiérarchiques est souvent contreproductif, en réduisant la confiance et la circulation de l'information au sein de l'organisation, et en créant les conditions propices à diverses formes de harcèlement. Les dirigeants d'entreprise ont souvent l'audace de demander à leurs salariés un engagement total, tout en refusant de partager le pouvoir, ce qui développe une culture « *corporate* » au langage faux qui n'est pas sans rappeler l'atmosphère des sectes.

Le développement d'entreprises à mission, les réformes de l'entreprise (voir par exemple *The UK Corporate Governance Code 2018*⁹), le succès des formules de participation des travailleurs à l'entreprise (notamment aux États-Unis) montrent la direction vers laquelle le monde de l'entreprise va s'orienter si la pression de la société et l'action politique sont à la hauteur des enjeux. En France, la loi PACTE (Plan d'action pour la croissance et la transformation des entreprises, adoptée le 11 avril 2019) ouvre la voie aux entreprises à mission et donne la possibilité à toute entreprise de définir sa raison d'être de façon plus large (mais sans aucun mécanisme d'encouragement, ce qui risque de ralentir cette nécessaire évolution), elle accroît aussi la représentation des salariés dans les conseils d'administration (mais de façon malheureusement dérisoire). En raison de sa timidité, elle représente une occasion manquée de réformer l'entreprise en profondeur et de répondre aux souhaits de la population et des experts¹⁰ en la matière, mais elle reflète malgré tout la direction du changement. Par ail-

9. Sur la réforme du code anglais, cf. *The UK Corporate Governance Code*, Londres : Financial Reporting Council, juillet 2018. URL : <https://www.frc.org.uk/getattachment/88bd8c45-50ea-4841-95b0-d2f4f48069a2/2018-UK-Corporate-Governance-Code-FINAL.PDF>. Consulté le 30 juin 2019.

10. Voir en particulier NOTAT Nicole et SENARD Jean-Dominique, *L'Entreprise, objet d'intérêt collectif*, Paris : ministère de la Transition écologique et solidaire / ministère de la Justice / ministère de l'Économie et des Finances / ministère du Travail, 2018 (analysé in *Futuribles*, n° 426, septembre-octobre 2018, p. 52-54 [NDLR]) ; COUPET André et DORMAGEN Esther, « Au-delà de la RSE, l'entreprise progressiste », *Gestion*, vol. 41, n° 3, 2016, p. 24-29 ; FAVEREAU Olivier et BAUDOIN Roger, *Penser l'entreprise. Nouvel horizon du politique*, Les Plans sur Bex : Parole et Silence, 2015.

leurs, les
velopper
au grand

De l'É

La réo
a un rôle
nément à
avec la v
champ de
intérêts p
phie qui
sonnes e
statuts in

Pour de
rôle de p
protection
quences d
armées p
sociale-dé
fournit de
tiens reco
geant les
qualité po
ciale par l
inégalités
entreprise
bons salai
développe
leur brand
atteindre
et assure
scandinave
une forte p
La mondial
lement de

La seule
de l'entrep
important

11. Voir par e
tiplés initiative

12. Le terme
plus étroite de
nelles) des inc

mmune, et dont l'égalité
nscrite dans une struc-
e l'entreprise doit être
s parties prenantes, et
ation des externalités
activité.

ent donner voix et pou-
on pas seulement aux
archique classique qui
est complètement obs-
des traditions esclava-
ertainement pas moins
onnaire qui ne possède
our une brève période.
ent contreproductif, en
ion au sein de l'organi-
ses formes de harcèle-
dace de demander à
nt de partager le pou-
langage faux qui n'est

réformes de l'entreprise
ode 2018⁹), le succès
entreprise (notamment
le monde de l'entre-
tion politique sont à la
ction pour la croissance
1 avril 2019) ouvre la
é à toute entreprise de
ans aucun mécanisme
essaire évolution), elle
conseils d'administra-
n raison de sa timidité,
l'entreprise en profon-
et des experts¹⁰ en la
u changement. Par ail-

Code, Londres : Financial Re-
ment/88bd8c45-50ea-4841-
E. Consulté le 30 juin 2019.

reprise, objet d'intérêt collec-
e de la Justice / ministère de
uturibles, n° 426, septembre-
« Au-delà de la RSE, l'entre-
Olivier et BAUDOIN Roger, Pen-
ble et Silence, 2015.

leurs, les exemples abondent de dirigeants d'entreprise qui innovent et développent des manières nouvelles de travailler et de gérer l'organisation, au grand bénéfice de leurs membres et des collectivités environnantes¹¹.

De l'État protecteur à l'État émancipateur

La réforme de l'entreprise touche au cœur du système capitaliste, et l'État a un rôle essentiel à jouer pour la réaliser, car elle ne se fera pas spontanément à grande échelle sans incitations et réglementation. Seule la loi, avec la vigilance des catégories concernées, peut garantir l'expansion du champ de la démocratie et protéger contre les captures de pouvoir par des intérêts particuliers. Cet exemple illustre parfaitement la nouvelle philosophie qui doit guider la politique sociale de l'État, visant à libérer les personnes et les groupes sociaux des carcans qui les maintiennent dans des statuts inférieurs et des conditions défavorisées.

Pour devenir « émancipateur¹² », l'État ne doit cependant pas renier son rôle de protection. Il n'y a pas opposition, mais complémentarité entre protection et émancipation. Des personnes mieux assurées contre les conséquences de fluctuations de revenu ou de perte d'emploi sont *ipso facto* mieux armées pour se défendre partout où elles doivent négocier. La conception sociale-démocrate de l'État-providence, qui prédomine en Scandinavie, fournit des points de repère intéressants. Elle offre une panoplie de soutiens recoupant les trois types de redistribution évoqués plus haut : protégeant les personnes plutôt que les emplois, offrant des services publics de qualité pour développer le capital humain, et organisant la démocratie sociale par le biais de négociations nationales sur les salaires. Ceci réduit les inégalités primaires entre les emplois et entre les branches, et incite les entreprises moins productives à investir pour être capables de payer de bons salaires, tout en permettant aux secteurs les plus performants de se développer plus vigoureusement grâce à des salaires restant modérés dans leur branche. L'universalité des services et garanties permet de mieux atteindre les personnes qui en ont besoin, limite l'effet de stigmatisation et assure un large soutien politique dans la population. En outre, les pays scandinaves montrent qu'un État-providence ambitieux est compatible avec une forte productivité et une grande ouverture à la concurrence mondiale. La mondialisation n'interdit pas une forte ambition sociale, elle exige seulement des taux de rendement compétitifs, et donc une forte productivité.

La seule réelle limitation du modèle scandinave est sa timidité à l'égard de l'entreprise traditionnelle, qui garde sa hiérarchie capitaliste, et le rôle important qu'y joue une forte syndicalisation. Dans les pays où la tradition

11. Voir par exemple le site <https://corporate-rebels.com> qui propose une revue critique de multiples initiatives.

12. Le terme *empowerment*, utilisé fréquemment en anglais, renvoie souvent à une conception plus étroite de l'émancipation, centrée sur les capacités (notamment les compétences professionnelles) des individus et ignorant les relations de pouvoir et de subordination.

syndicale est absente ou s'est perdue, et où « l'*ethos* coopératif » entre partenaires sociaux n'est pas développé, il est très ardu d'imiter ce modèle. Réformer l'entreprise pour que la démocratie s'y épanouisse sur le terrain est plus ambitieux, mais paradoxalement plus simple en l'absence d'organisations syndicales fortes — ce qui ne veut pas dire que c'est plus facile face à la résistance des oligarques d'entreprises.

L'État émancipateur doit aller au-delà du soutien aux bas revenus sur trois fronts. D'une part, le développement de services universels, et parmi ceux-ci la fourniture d'un revenu universel, d'un capital-départ universel et d'une garantie d'emploi universelle, est à considérer avec attention. Ces trois idées sont explorées en particulier par Tony Atkinson¹³. Le revenu universel reste controversé mais, s'il n'est pas sûr qu'il faille le fixer au niveau le plus élevé possible¹⁴, il peut au moins servir de rempart effectif contre la pauvreté, y compris face à la vague d'automatisation et de destruction d'emplois qu'on nous annonce (de façon probablement alarmiste). Quant aux services de garde et de soins à la personne, ainsi que les congés parentaux, ils peuvent jouer un rôle essentiel pour soulager la charge de travail domestique des femmes et contribuer à plus de justice sociale à l'intérieur des familles. L'exemple scandinave démontre qu'il est possible, de façon non intrusive, de modifier le partage des tâches au sein des couples en incitant fortement les pères à s'occuper de leurs jeunes enfants par le biais de congés non transférables. Une véritable politique familiale est nécessaire étant donné l'importance de la famille comme cellule sociale.

Le deuxième front d'action est la préservation de la concurrence et l'intervention sur la qualité des contrats, en particulier les contrats de travail, pour garantir la démocratie économique, comme évoqué ci-dessus. Enfin, un troisième front est lié à l'importance des externalités et des rentes de situation dans l'économie actuelle. Une fiscalité appropriée peut être développée pour inciter aux bons comportements, tout en fournissant des revenus fiscaux supplémentaires. L'acceptabilité sociale de cette nouvelle fiscalité dépendra de sa justification convaincante en termes d'efficacité économique et de son accompagnement social pour les plus défavorisés. Les externalités environnementales comme les externalités sociales peuvent être soumises à des mesures d'incitation plus fortes que celles actuellement en place. En ce qui concerne les rentes de situation, parmi les plus saillantes figurent les surprofits produits par le pouvoir de marché dans les secteurs concentrés, les plus-values sur l'immobilier produites par l'urbanisation et le développement économique, ainsi que les rémunérations extravagantes des hauts dirigeants d'entreprise, mais on pourrait également

13. ATKINSON Anthony B., *Inequality: What Can Be Done?*, Cambridge, Mass. : Harvard University Press, 2015.

14. C'est ce que préconisent Yannick Vanderborght et Philippe van Parijs dans *Basic Income: A Radical Proposal for a Free Society and a Sane Economy*, Cambridge, Mass. : Harvard University Press, 2017.

citer les
surdime

Démoc

Compt
il est urg
maine. L
les inéga
gens ven
sables au
taquent à
listes à t
rénchan
des dém
révèlent
sairement
principe d
d'une vér
portent pl
de l'élite

Parmi l
citons : 1
dons ains
bying (l'E
place d'un
la société
mun et no
tion mobi
(avantage
tats aléato
dans les r
aux électe
préférence
montée e
cet acquis
politique y
breux scar
débat pub

15. Voir notam
Democratic D
Steven et ZIB
York : Viking,

16. BARTELS
Princeton : Pri

citer les rémunérations dans le secteur de la finance qui est aujourd'hui surdimensionné.

Démocratiser la démocratie

Compte tenu des menaces qui pèsent actuellement sur les démocraties, il est urgent de se pencher aussi sur les réformes nécessaires dans ce domaine. Les réformes sociales évoquées plus haut visent bien sûr à réduire les inégalités et le sentiment d'incertitude quant au futur, qui poussent les gens vers les sirènes des démagogues. Ces réformes sont donc indispensables aussi dans une perspective politique dans la mesure où elles s'attaquent aux sources structurelles qui expliquent le succès des partis populistes à tendance autoritaire. Mais cela ne suffit pas. La politique doit être réenchantée. Certains analystes pensent observer la « déconsolidation » des démocraties et annoncent leur chute prochaine¹⁵. Mais les sondages révèlent plutôt une désaffection pour les institutions actuelles, pas nécessairement une renonciation à l'idéal de liberté et d'égalité qui motive le principe démocratique (voir encadré page suivante). Les électeurs ont soif d'une véritable démocratie qui prenne en compte leurs intérêts, et ne supportent plus le spectacle d'une clique politicienne professionnelle aux ordres de l'élite économique¹⁶.

Parmi les réformes les plus importantes qui nous paraissent prometteuses, citons : 1) la transparence du financement politique et la limitation des dons ainsi que des budgets de campagne ; 2) un contrôle très strict du *lobbying* (l'Europe est particulièrement laxiste en la matière) ; 3) la mise en place d'une gouvernance des médias et des médias sociaux qui implique la société civile et considère le système médiatique comme un bien commun et non une industrie ; 4) le développement d'instances de participation mobilisant des citoyens tirés au sort ; 5) l'abolition de toute pluralité (avantage au candidat récoltant le plus de voix, ce qui produit des résultats aléatoires en fonction du nombre et du positionnement des candidats) dans les règles de vote et leur remplacement par des règles permettant aux électeurs d'exprimer leur évaluation des candidats, pas seulement leur préférence. En France, le mouvement social de la fin 2018 a provoqué une montée en puissance d'instances participatives, et l'on peut espérer que cet acquis perdure et s'approfondisse. La réglementation du financement politique y est plus stricte que dans bien d'autres pays, à la suite de nombreux scandales. Mais les autres points sont très peu évoqués dans le débat public, à l'exception peut-être des médias sociaux, dont le rôle délétère

15. Voir notamment FOA Roberto Stefan et MOUNK Yascha, « The Danger of Deconsolidation: The Democratic Disconnect », *Journal of Democracy*, vol. 27, n° 3, juillet 2016, p. 5-17 ; et LEVITSKY Steven et ZIBLATT Daniel, *How Democracies Die: What History Reveals about Our Future*, New York : Viking, 2017.

16. BARTELS Larry M., *Unequal Democracy: The Political Economy of the New Gilded Age*, 2^e éd., Princeton : Princeton University Press, 2016.

LES OPINIONS PUBLIQUES ET LA DÉMOCRATIE

Le PIPS a réalisé une enquête auprès de plus de 1 000 personnes aux États-Unis en 2017, montrant que les Américains se partagent à égalité entre une conception participative et une conception purement électorale de la démocratie, pensent que les citoyens ont trop peu de pouvoir dans les institutions actuelles, et sont attachés à la démocratie en matière de gouverne-

ment, mais aussi ouverts à l'extension de la démocratie à d'autres institutions, en particulier l'entreprise (tableau ci-dessous).

Une enquête similaire réalisée en France révèle également une population fortement attachée à la démocratie, mais insatisfaite des institutions actuelles et de leur manque de représentativité.

Réponse (%) à la question « Devrions-nous avoir... »			
	Oui	Peut-être	Non
un gouvernement démocratique	62	25	13
des entreprises démocratiques	37	38	25
des familles démocratiques	36	35	29
des écoles démocratiques	33	35	32
des églises démocratiques	28	36	36
une armée démocratique	24	32	44

Source : PIPS, 2017.

Le Pew Research Center a réalisé une enquête dans 27 pays, confirmant la grande insatisfaction des populations vis-à-vis de la façon dont leurs institutions politiques fonctionnent.

M.F. et M.-L.S.-D.

Pour en savoir plus sur les trois enquêtes :

- BRÉCHON Pierre, GONTHIER Frédéric et ASTOR Sandrine (sous la dir. de), *La France des valeurs. Quarante ans d'évolutions*, Grenoble : Presses universitaires de Grenoble (Libres cours - politique), mai 2019. Et l'article qui en est tiré : BRÉCHON Pierre, « Les valeurs des Français en tendances. Plus de liberté pour soi, plus d'exigences dans la sphère collective », *Futuribles*, n° 431, juillet-août 2019, p. 55-71 (NDLR).

- FLEURBAEY Marc, « Survey: Have the Americans Lost the Sense of Democracy? », *The Conversation*, 3 juillet 2018. URL : <http://theconversation.com/survey-have-the-americans-lost-the-sense-of-democracy-98743>. Consulté le 30 juin 2019.

- WIKE Richard, SILVER Laura et CASTILLO Alexandra, « Many Across the Globe Are Dissatisfied With How Democracy Is Working », Pew Research Center, 29 avril 2019. URL : <https://www.pewglobal.org/2019/04/29/many-across-the-globe-are-dissatisfied-with-how-democracy-is-working/>. Consulté le 30 juin 2019.

tère dans certaines campagnes récentes dans différents pays peut conduire à une gouvernance plus stricte et plus transparente.

Quels acteurs de progrès ?

Le rapport PIPS souligne la complexité du mouvement social contemporain. Les acteurs classiques (syndicats, partis politiques, mouvements religieux tels que l'Action catholique en France) sont en perte de vitesse. Les grands mouvements de masse bien structurés ont disparu et cèdent la place à une multitude de dynamiques aux visions éclatées et parfois antagonistes.

Ces dynamiques
ficatifs dans
l'homosexual
loin de là. Ce
peut inclure
époque. De n
les plus dive
médias altern
considérable
seule transfo
être formalis
breux acteurs
rant l'authent

Mais les eff
organisations
geant dans d
(Organisation
de fédérer et
existantes, m
aide à la coo
faire entendre
États et les gr
le monde s'ad
vile, et il y a
lement indivi
suivent des b

La question
sion proposée
les nombreux
à une évoluti
dans les relat
repousser l'ho
Nous pensons
ter d'observer
participer à l'é
parmi bien d'a

17. ANHEIER Helm
latory Models and
japan.org/wp-cont
2019.

Ces dynamiques parviennent néanmoins à susciter des changements significatifs dans les normes sociales (comme par exemple l'acceptation de l'homosexualité). Tous les mouvements sociaux ne sont pas progressistes, loin de là. Cependant, on peut dire que la société civile, dans laquelle on peut inclure des acteurs de l'entreprise, est la force émergente de notre époque. De nombreuses initiatives sociales sont réalisées dans les domaines les plus divers (vie locale, réseaux de production et de consommation, médias alternatifs, environnement et climat, etc.) et constituent un vivier considérable. Cette force nouvelle a des limites. Elle ne peut pas à elle seule transformer les institutions, et à un moment donné l'innovation doit être formalisée et étendue en étant consacrée par la loi. En outre, de nombreux acteurs de la société civile sont réticents à une structuration, préférant l'authenticité de la spontanéité.

Mais les efforts d'organisation ne manquent pas, notamment du côté des organisations non gouvernementales et des réseaux d'entreprises s'engageant dans des initiatives ambitieuses de RSE. Les Nations unies et l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques) tentent de fédérer et de fournir des plates-formes qui enregistrent les initiatives existantes, mais ce qui manque le plus, à l'heure actuelle, est une véritable aide à la coordination internationale. De nombreuses initiatives peinent à faire entendre leur voix dans l'arène politique mondiale, où dominent les États et les grandes entreprises. Au contraire, le recul de la démocratie dans le monde s'accompagne souvent d'une asphyxie partielle de la société civile, et il y a urgence à protéger et à faire respecter les libertés, non seulement individuelles, mais également des associations diverses qui poursuivent des buts sociétaux ¹⁷.

La question de la dynamique sociale et politique pouvant réaliser la vision proposée ici reste donc très ouverte. Même si l'énergie contenue dans les nombreuses initiatives de la société civile est prometteuse et conforme à une évolution longue des valeurs vers plus de tolérance et de respect dans les relations sociales, les tendances régressives actuelles semblent repousser l'horizon du progrès, et notre responsabilité à tous est immense. Nous pensons en particulier que les chercheurs ne peuvent plus se contenter d'observer et d'analyser. Il faut communiquer le savoir disponible et participer à l'élaboration d'une vision mobilisatrice. C'est l'ambition du PIPS, parmi bien d'autres initiatives. ■

17. ANHEIER Helmut K. et TOEPLER Stefan, « Civil Society and the G20: Towards a Review of Regulatory Models and Approaches », *T20-Think20 - Japan 2019*, 15 mars 2019. URL : <https://t20-japan.org/wp-content/uploads/2019/03/t20-japan-tf6-10-civil-society-g20.pdf>. Consulté le 30 juin 2019.